



GRAPECA

RAGPEHA

*Groupe de Recherche et d'Action pour la paix en Ethiopie
et dans la Corne de l'Afrique.*

*Research and Action Group for Peace in Ethiopia and the
Horn of Africa.*

GRAPECA : BILAN ET PERSPECTIVES

(1991 - 1996)

JANVIER 1997

GRAPECA
Société Générale Paris

*43 Rue Gazan
Gare de l'Est*

*Paris XIV
n° 00050380466 - 69*

GRAPECA: BILAN ET PERSPECTIVES (1991-1996)

TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION

II. LES REALISATIONS PRINCIPALES

1. IERE CONFERENCE DE PARIS (JUILLET 1991)
2. IIEME CONFERENCE DE PARIS (MARS 1993)
3. LA CONFERENCE D'ADDIS ABEBA (DECEMBRE 1993)
4. LANCEMENT DU PROJET RADIO SELAM (JUIN-NOVEMBRE 1994)
5. RESTRUCTURATION DE GRAPECA
6. CREATION DE L'ASSOCIATION "ARTICLE 21" (FEVRIER 1995)
7. LANCEMENT DU BULLETIN "ADDIS DIGEST" (AVRIL 1995)
8. COLLOQUE A ADDIS ABEBA: "COMMENT REVIGORER LE PROCESSUS DE PAIX?" (MARS 1996)
9. CREATION DE L'ASSOCIATION "PEUPLES FRATERNELS" (AOUT 1996.)

III. LES DIFFICULTES MAJEURES

1. PROBLEME DE CREDIBILITE DE LA VOIE PACIFIQUE
2. L'ATTENTE DE RESULTATS CONCRETS ET IMMEDIATS
3. MANQUE DE CONTINUTE ET DE CLARTE DU MESSAGE
4. MANQUE DE MOYENS
5. UN SOUTIEN INTERNATIONAL INADEQUAT ET INADAPTE

IV. LES DEUX PROJETS MAJEURS POUR 1997

1. RELANCER "RADIO SELAM"
2. CAMPAGNE POUR UNE DIPLOMATIE PREVENTIVE EN ETHIOPIE

GRAPECA : BILAN ET PERSPECTIVE

I. INTRODUCTION

GRAPECA fut créé en 1990 alors que les guerres menées par divers Fronts contre le régime de Colonel Mengistu mettaient le pays à feu et à sang. Mais la création de notre association n'était pas une simple tentative de réponse à une conjoncture dramatique marquée par des conflits et de famines meurtriers. Nous sommes partis d'un constat plus général - et plus grave: les drames en cours n'avaient rien d'exceptionnels mais s'intégraient plutôt dans un contexte historique et culturel d'un pays qui a toujours été en guerre.

GRAPECA fut conçu comme un instrument de combat contre une culture de violence qui enfermait l'Ethiopie dans une série de cercles vicieux dont le cycle famine-violence-famine n'était que la manifestation la plus dramatique. Accablées par un tel contexte historique, les élites de ce pays à la fois promotrices et victimes de cette culture de violence, n'ont jamais eu le répit nécessaire pour réfléchir aux alternatives pacifiques aptes à leur permettre de résoudre les conflits sans recourir aux armes.

C'est ce constat et la conviction que même en pleine guerre une petite minorité peut et doit réfléchir aux moyens de briser ces cercles vicieux qui nous ont amené à créer cette association dont les deux objectifs principaux étaient:

1. D'étudier les causes et les conséquences de la violence en Ethiopie et de prendre, sur la base du diagnostic ainsi établi, des initiatives favorisant le développement d'une culture de paix dans le pays;

2. D'élaborer un programme d'action pour la construction d'une paix durable et de mettre sur pied des structures alternatives capables de mobiliser la société sur la base de ce programme.

II. LES REALISATIONS PRINCIPALES (1991 - 1996)

La chute de la dictature de Mengistu et la prise du pouvoir par les Fronts armés n'étaient pas de nature à nous amener à opérer de changements profonds dans nos objectifs. Mais nous devons tenir compte du nouveau contexte marqué par la fin officielle des conflits et l'amorce d'une dynamique de paix pour définir notre action désormais orientée vers la réalisation de deux objectifs complémentaires:

1. Prendre des initiatives concrètes pour accompagner et approfondir la dynamique de paix et entreprendre des actions urgentes pour empêcher le pays de sombrer une nouvelle fois dans un cycle de violence.

2. Profiter de la paix relative pour aller au-delà de l'urgence et engager des actions en profondeur visant à s'attaquer aux racines politiques, socio-économiques, culturelles et psychologiques de la violence dans le pays.

Les trois Conférences pour la paix et la réconciliation en Ethiopie et toutes les autres initiatives prises depuis 1991 nous ont permis non seulement d'avancer sur la voie de la réalisation

de ces objectifs mais aussi de définir avec plus de clarté une stratégie cohérente de construction d'une paix durable dans le pays.

1. IERE CONFERENCE DE PARIS (JUILLET 1991)

Cette Conférence fut suivie par la publication de quatre brochures sur le problème de transition de la guerre à la paix et de la dictature à la démocratie. Ces brochures ayant permis aux membres de GRAPECA de débattre des problèmes de la paix et de la réconciliation en Ethiopie à la lumière des expériences de personnalités venues de 17 pays, on a pu élaborer en novembre 1992 une **"CONTRIBUTION A UN PLAN DE PAIX ET DE RECONCILIATION NATIONALE EN ETHIOPIE."** qui reste à ce jour le texte de référence de notre association.

Les deux conférences pour la paix en Ethiopie et toutes les autres initiatives prises par GRAPECA depuis novembre 1992 ont été conçues comme autant de démarches visant à concrétiser les objectifs à court et à long terme prévus dans ce document.

2. 2EME CONFERENCE DE PARIS (MARS 1993)

En prenant l'initiative de cette Conférence GRAPECA cherchait à réaliser deux objectifs:

a) **RELANCER LA DYNAMIQUE DE PAIX** selon un processus prévu dans la première partie de son plan de paix: convocation d'une conférence nationale englobant toutes les forces vives du pays; élaboration par cette conférence d'un programme d'action pour la paix et la démocratie; mise sur pied d'une structure alternative pour animer le combat sur la base de ce programme et d'un Conseil de sages etc

b) **LANCER UNE VASTE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION** visant à promouvoir les trois volets de l'"action en profondeur" prévue dans la deuxième partie de notre plan de paix: Déraciner la culture de violence; Renforcer le processus de démocratisation et cultiver les facteurs de cohésion nationale et les valeurs de fraternité entre les groupes ethniques.

Les sept organisations politiques invitées à Paris acceptent l'idée d'une conférence nationale et mettent sur pied un comité d'organisation présidé par Negede Gobezie. Ce dernier, assisté par les autres membres de la direction de GRAPECA prépare un manifeste intitulé **"Document de travail pour la Conférence pour la paix et la réconciliation nationale en Ethiopie"** qui reprend tous les grands thèmes du plan de paix de novembre 1992. Ce document approuvé par les sept organisations sera largement diffusé et servira de base à une vaste campagne de sensibilisation pendant la phase préparatoire de la Conférence d'Addis Abeba.

3. LA CONFERENCE D'ADDIS ABEBA (DECEMBRE 1993)

Participent à cette conférence une cinquantaine d'organisations politiques, syndicales, culturelles et religieuses, 60 sages venus de toutes les régions du pays, des diplomats représentant 31 pays, des représentants de l'OUA, de l'ONU, de l'UE et une vingtaine d'ONG étrangères.

Cette conférence fut un succès considérable pour notre association. Au terme de cinq jours de débats sur la base du document de travail que nous avons préparé, les participants concluent leurs travaux par:

- L'adoption d'un programme alternatif pour la paix et la démocratie en Ethiopie qui reprend pour l'essentiel tous les thèmes et orientations des documents élaborés par GRAPECA;

- La mise sur pied d'un Conseil des Forces Alternatives pour la Paix et la Démocratie en Ethiopie (CFAPDE) et du Conseil des Sages d'Ethiopie comme nous l'avons recommandé dans notre plan de paix et de réconciliation nationale.

4. LANCEMENT DU PROJET RADIO SELAM (JUIN-NOVEMBRE 1994)

Une stratégie de valorisation et de suivi des acquis des trois dernières années fut définie lors d'une rencontre d'animateurs de GRAPECA en février 1994. Parmi les décisions majeures prises lors de cette rencontre il y avait celle concernant le lancement du projet RADIO SELAM aussi bien pour soutenir et accompagner l'action du CFAPDE que pour valoriser les grands thèmes des conférences de Paris et d'Addis Abeba. Cette radio dont l'audience fût estimée à 10 millions de personnes fut lancée au mois de juin 1994 grâce au soutien de la FPH. (Pour plus de détails concernant ce projet voir MEDIA ET PAIX: L'EXPERIENCE DE RADIO SELAM.)

5. RESTRUCTURATION DE GRAPECA

Tout en encourageant le CFAPDE de s'imposer comme une structure de dialogue avec le pouvoir et comme animateur du combat pour la démocratisation, la conférence d'animateurs décide de mettre désormais l'accent sur le volet "action en profondeur" du plan de paix de GRAPECA. Pour cela il était nécessaire de procéder à une restructuration des Cercles pour la Démocratie et la Réconciliation Nationale - qui sont les structures de base de l'association. On décide de les regrouper au sein de quatre associations plus ou moins autonomes s'occupant chacune d'un domaine particulier de construction de la paix. Les quatre associations prévues (dont deux ont déjà été mises sur pied en 1995 et 1996) s'occuperont des secteurs suivants:

1. SECTION INITIATIVE ET EDUCATION A LA PAIX: Cette association sera chargée des campagnes de sensibilisation de l'opinion, de proposer des alternatives non-violentes et d'encourager le dialogue et la réflexion collective sur la problématique de la paix et la réconciliation.

2. SECTION DEMOCRATISATION, DROITS DE L'HOMME ET EDUCATION CIVIQUE: Une association qui s'appelle "ARTICLE 21" a déjà été créée en Ethiopie. Elle aura pour tâche principale de prendre toutes les initiatives adéquates et d'agir pour consolider une culture démocratique dans le pays.

3. SECTION RELATIONS INTER ETHNIQUES: Une association au nom de "PEUPLES FRATERNELS" a été créée au mois d'août 1996. Elle aura pour tâche non seulement de tenter de ressoudre les divers conflits entre groupes ethniques mais aussi et surtout de promouvoir une politique volontariste de cohésion et de fraternité entre les divers peuples du pays.

4. SECTION DEVELOPPEMENT DE LA SOCIETE CIVILE: Cette association dont la création est prévue pour 1997, aura pour

tâche de se consacrer à la promotion d'une "culture ONG" en prodiguant de conseils juridiques ou techniques et en organisant de stages de formation au créateurs ou animateurs d'associations.

6. CREATION DE L'ASSOCIATION "ARTICLE 21" (FEVRIER 1995)

L'association "ARTICLE 21: CENTRE POUR L'EDUCATION CIVIQUE EN ETHIOPIE" fut créée à Addis Abeba en février 1995. Vue les difficultés financières qui nous permettent pas d'avoir deux structures parallèles l'association sert, en plus de ses activités propres, comme l'antenne locale de GRAPECA. Les réalisations principales de l'association depuis un an et demi sont:

- PREPARATION D'UN MANIFEST INTITULE "POUR UN NOUVEAU DEPART DEMOCRATIQUE" (Avril 1995) Brève analyse historique des élections et des Constitutions en Ethiopie depuis 65 ans, des conséquences sur le processus de paix de la fin (et de l'échec) de la période de transition et des propositions d'une stratégie de combat pacifique. Ce document, approuvé à l'unanimité par l'Assemblée Générale du CFAPDE a été rendu public lors d'une conférence de press à Addis Abeba le 29 avril 1995 et publié sous forme de brochure.

- PUBLICATION D'UNE BROCHURE "ANALYSE CRITIQUE DE LA CONSTITUTION DU FDRPE." Tout en essayant de démontrer pourquoi cette Constitution est "Stalinienne et dangereuse pour la paix et la démocratie" en Ethiopie, le document cherche à expliquer les modalités d'élaboration et les contenus indispensables d'une future constitution apte à assurer la paix et la démocratie dans un pays multi-ethnique.

- PREPARATION D'UNE BROCHURE DE VULGARISATION DE LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME: Réalisé grâce au soutien financier de la Fondation Européenne des Droits de l'Homme, cette brochure explique dans un langage accessible à un large public chaque article de cette Déclaration (plus ou moins deux pages pour chaque article)

- PUBLICATION D'ARTICLES D'EDUCATION CIVIQUE DANS LA PRESSE INDEPENDANTE que nous envisageons de publier sous forme de recueil.

- ORGANISATION D'UN COLLOQUE "COMMENT REVIGORER LE PROCESSUS DE PAIX?" (Addis Abeba, mars 1996. Voir plus loin.)

7. LANCEMENT DU BULLETIN "ADDIS DIGEST" (Avril 1995)

La réalisation de ce projet que nous estimons indispensable pour notre travail de sensibilisation de l'opinion internationale a été rendue possible grâce au soutien d'une ONG belge. Le bulletin est diffusé gratuitement aux ONG, aux journalistes, aux diverses institutions de l'Union Européenne etc Les échos que nous recevons depuis le lancement du bulletin étant très encourageants, nous avons décidé d'accroître sa diffusion et obtenu pour cela le soutien financier de l'organisation belge.

8. COLLOQUE "COMMENT REVIGORER LE PROCESSUS DE PAIX?"

Organisé par l'association "ARTICLE 21", ce colloque qui a eu lieu à Addis Abeba au mois de mars 1996 fût dominé par trois problèmes débatus sur la base de documents préparés par GRAPECA:

a) Comment accroître la crédibilité de la voie pacifique

face à l'intransigeance du pouvoir, au scepticisme de la société et à la surenchère de l'opposition armée?

b) Que faire pour contrer la haine ethnique qui connaît depuis un an une montée vertigineuse?

c) Comment faire pour mieux sensibiliser l'opinion internationale et l'amener à jouer un rôle plus positif dans le processus de démocratisation et de construction de la paix en Ethiopie?

Les participants concluent leurs travaux en décidant:

a) De proposer une série de mesures aptes à accroître la capacité de mobilisation de CFAPE et d'imposer l'option pacifique comme une voie alternative de combat et non une tentative de démobilisation comme le prétendent les partisans de l'opposition armée;

b) D'accepter les propositions contenues dans le texte de GRAPECA intitulé "BROTHERLY PEOPLES PROJECT" et de donner une priorité absolue au combat contre la haine ethnique et d'accélérer les préparatifs pour la création de l'association "Peuples Fraternelles";

c) De préparer un plaidoyer pour une diplomatie préventive à présenter aux ONG européennes amies et d'examiner avec elles les modalités d'une campagne internationale pour une résolution pacifique de la crise éthiopienne.

9. CREATION DE L'ASSOCIATION "PEUPLES FRATERNELS" (Août 1996)

La demande d'enregistrement introduite auprès des autorités a été signée par 20 intellectuels appartenant à 11 groupes ethniques différents (y compris deux Tigreans.) Le manifeste de l'association ayant été publié dans plusieurs journaux indépendants, les objectifs déclarés de cette organisation multiethnique semblent avoir reçu l'adhésion, de nombreux éthiopiens aussi bien au pays qu'à l'étranger. (Voir extrait du manifeste publié dans "ADDIS TRIBUNE" hebdomadaire en Anglais publié à Addis Abeba.)

III. LES DIFFICULTES MAJEURES

Dans une société comme la notre où la violence a des racines historiques et culturelles aussi profondes notre action de construction de la paix s'est révélée plus complexe et difficile qu'on ne le pensait. Malgré cela on peut affirmer que grâce à l'action et aux initiatives de GRAPECA le problème de la paix et de la réconciliation nationale a été mis - pour la première fois dans l'histoire du pays - au centre du débat politique. Les acquis des cinq dernières années ont permis non seulement de maintenir - avec des hauts et des bas il est vrai - une certaine dynamique de paix mais aussi d'élaborer avec toujours plus de clarté et de cohérence une stratégie qui nous permettra de jouer dans les années à venir un rôle central dans la construction de la paix en Ethiopie.

Les obstacles que nous devons surmonter pour relever ce défi sont nombreux. Certains parmi ces problèmes sont propres à la société éthiopienne. D'autres sont communs à toutes les situations de transition de la dictature à la démocratie et de la guerre à la paix. Parmi ces difficultés qui ont considérablement relenti notre travail et qui - faute d'être résolues à temps - peuvent anéantir tous les acquis des dernières années et replonger le pays dans un autre cycle de violence nous pouvons citer les suivantes que nous estimons les plus importantes:

1. PROBLEME DE CREDIBILITE DE LA VOIE PACIFIQUE

C'est "le" problème majeur que rencontrent les partisans de la paix et de la réconciliation en Ethiopie. La culture de violence dont on a tant parlé et écrit n'est pas l'apanage des élites politiques ou intellectuelles. Elle est profondément enracinée dans la société toute entière.

Cette emprise de la culture de violence se traduit par un scepticisme profond quant à la viabilité de la voie pacifique que beaucoup assimilent à une voie de capitulation. Ce scepticisme est alimenté par l'attitude répressive et le refus de dialogue du pouvoir. Il est mis à profit par l'opposition armée qui invoque l'attitude répressive du régime et "l'impossibilité de dialogue" pour avancer ses thèses simplistes de violence.

Tous ceux qui cherchent à maintenir et à approfondir la dynamique de paix dans le pays ne peuvent écarter le danger de marginalisation qui les menace en permanence qu'en menant un combat simultané contre le scepticisme de la société, la répression du régime et la surenchère de l'opposition radicale. Depuis trois ans nous avons essayé de mener ce combat avec l'objectif de maintenir l'élan des conférences nationales et d'imposer l'option pacifique comme une voie alternative de combat pour la démocratisation de la société éthiopienne.

2. L'ATTENTE DE RESULTATS CONCRETS ET IMMEDIATS

La paix n'est pas un produit mais un processus. Admettre cette vérité c'est accepter de continuer à travailler même lorsqu'il n'y a pas de résultats concrets et immédiats. Or, une des difficultés que nous avons rencontrées est la tendance des gens à n'accorder de l'importance qu'aux initiatives spectaculaires débouchant sur des résultats tangibles comme cela a été le cas des Conférences pour la paix, de la création du CFAPDE ou du lancement de RADIO SELAM.

Le fait que de telles initiatives sont nécessairement espacées dans le temps donne l'impression d'une certaine discontinuité alors que le combat pour la démocratisation et la paix dans le pays est mené à travers des dizaines d'initiatives au quotidien. L'ambition de RADIO SELAM fut justement de se faire l'écho de ces combats quotidiens menés par divers acteurs (le CFAPDE, L'Association de Journalistes Indépendants, l'Association des Enseignants, la Confédération des Syndicats etc. Nous pensons que le redémarrage de ce projet est indispensable pour la poursuite d'une dynamique de paix car la radio est aujourd'hui le seul moyen pour nous de démontrer que le processus continue même en l'absence d'initiatives spectaculaires.

3. MANQUE DE CLARTE DU MESSAGE

Le message de l'opposition armée peut se permettre d'être "claire", radicale et simpliste dans ses attaques contre le pouvoir et les solutions alternatives qu'elle propose. Les forces de paix doivent, tout en restant fermes sur les principes, être circonspectes. D'abord parcequ'elles cherchent à résoudre les problèmes de la société par le compromis et le dialogue y compris avec le pouvoir en place. Ensuite parcequ'elles doivent tenir compte de la nature répressive de ce même pouvoir qu'elles affrontent sans armes et au quotidien. Dans une société violente, déchirée et bipolarisée, nous avons pu observer qu'une telle attitude nuit à la crédibilité des forces de paix qui sont réprimées en tant qu'opposants par le régime et dénoncées comme "collaborateurs" de ce même régime par les partisans de l'opposition armée.

4. MANQUE DE MOYENS

Les ressources nécessaires pour soutenir le combat pour la paix et la démocratie en Ethiopie doivent d'abord et avant tout provenir des Ethiopiens eux-mêmes. Mais étant donné les problèmes invoqués plus haut, il est très difficile de mobiliser les ressources des Ethiopiens à ce stade de crédibilité de l'option pacifique. On a vu des groupes promettant de se lancer dans la lutte armée recoler jusqu'à 100,000 dollars en une soirée alors que les appels pour un soutien financier des journalistes ou syndicalistes en prison n'ont jamais permis de recoler plus que quelques centaines de dollars.... Il y a donc comme un cercle vicieux: Les ressources des Ethiopiens ne peuvent être mobilisées avant que l'option pacifique se renforce et s'impose comme une véritable voie alternative d'action pour le changement. Mais ceci ne peut se faire sans des ressources adéquates! Le peu de soutien financier que nous parvenons à obtenir d'ONG étrangères ne peut suffire à briser ce cercle vicieux.

5. UN SOUTIEN INTERNATIONAL INADEQUAT ET INADAPTE

Tout projet de construction de la paix est par définition une entreprise de longue haleine. L'appui à de tels projets doit donc se faire sans nécessairement attendre de résultats immédiats et doit surtout s'inscrire dans une stratégie à long terme. Pendant les premières trois années nous n'avions pas de problèmes financiers parceque les initiatives que nous propositions à nos partenaires (organisation de conférences, élaboration d'un plan de Paix, mise sur pied de structures alternatives etc) étaient toutes concrètes et débouchaient sur des résultats visibles et immédiats.

Depuis 1994 nous tentons de consolider ces acquis historiques et de maintenir la dynamique que nous avons créée par une multitude d'initiatives souvent peu spectaculaires. Mais depuis cette date les subsides que nous obtenons d'ONG amies ne couvrent même pas la moitié des dépenses prévues dans nos budgets annuels prévisionnels.

Cette situation s'explique par le fait que les modalités d'octroi de subventions ne sont pas adaptées aux besoins d'une stratégie

cohérente mais qui ne pourrait porter ses fruits que sur le long terme. En effet, les subsides que nous obtenons sont liés à des projets ponctuels (publication de brochures, organisation de colloques, lancement de RADIO Selam ou du bulletin ADDIS DIGEST...) et à des "obligations de résultats" plus ou moins immédiats. En plus, les subsides que nous obtenons étant octroyés sur une base annuelle, il nous a été très difficile de programmer notre action même pour deux ou trois ans.

IV. LES DEUX PROJETS MAJEURS POUR 1997

Notre expérience nous a montré que l'on pourrait pas maintenir la dynamique de paix sans la mise sur pied d'une stratégie d'action simultanée dans quatre directions complémentaires: Il faut d'abord une campagne soutenue de sensibilisation et de mobilisation de la société pour qu'elle pèse de tout son poids sur tous les protagonistes de la crise éthiopienne. Il faut ensuite tout faire pour encourager les forces alternatives de paix de s'organiser et s'ériger en véritable voie laternative de combat pour la transformation de la société. Il faut agir sur l'opinion internationale pour l'amener à jouer un rôle positif dans la résolution pacifique de la crise éthiopienne. Il faut enfin que ces diverses actions soient coordonnées pour faire pression sur le pouvoir en place et l'amener à accepter le dialogue comme mode de résolution des conflits dans le pays.

Tout en poursuivant le travail de consolidation des associations déjà mises sur pied (Article 21 et Peuples Fraternelles) et d'autres activités prévues dans notre plan d'action pour l'année 1997, nous envisageons de réaliser deux projets que nous estimons indispensables pour revigorer le processus de paix.

1. RELANCER RADIO SELAM

Les média électroniques sont sous le monopole absolu du pouvoir. La presse indépendante, systématiquement réprimée, n'est pas diffusée en dehors de la capitale. Disposant de ressources plus importantes et profitant des conflits qui se font jour entre Etats de la région, les diverses composantes de l'opposition armée disposent désormais de trois radios régulièrement suivies par la population.

D'autre part, depuis l'interruption de RADIO SELAM, des millions de nos compatriotes ont l'impression que le combat pour la voie pacifique a été abandonné. Malgré tous les acquis des dernières années, la dictature militaro-ethnique et les opposants armés apparaissent de plus en plus comme les seuls protagonistes de la crise éthiopienne.

Dans ce contexte, le besoin d'une "voix alternative", seule capable de contrer le processus de marginalisation des forces de paix apparaît comme évident. Sans cela, nous ne disposons d'aucun autre moyen pour sensibiliser les millions de compatriotes qui n'ont pas accès à la presse, faire écho des combats, objectifs et problèmes des forces de paix et pour démontrer que même en l'absence d'initiatives spectaculaires, le combat pour la transformation pacifique de la société est loin d'être abandonné.

2. CAMPAGNE POUR UNE DIPLOMATIE PREVENTIVE

La "Task Force" mise sur pied pour préparer un plaidoyer pour une diplomatie préventive en Ethiopie vient de terminer ces travaux. Le texte sera présenter à quelqu'uns de nos partenaires dans le courant de mois de mars 1997. Sur la base de ce document nous examinerons avec eux les modalités d'une campagne internationale pour la résolution pacifique de la crise éthiopienne. Nous proposons de proceder de la façon suivante en vue de concrétiser ce projet:

- Discussion entre le CCFD, la FPH et GRAPECA sur la base du document de travail élaboré par la "Task Force",
- Publication du texte finale "Pour une diplomatie Préventive en Ethhiopie" Ce texte sera largement diffusé (à tous les membres du groupe du parlement européen "Prévention Active de conflits", aux autorités compétentes de la Commission européenne, aux responsables de l'Observatoire Européen des Conflits, à quelques ONG et journalistes interessés par ce problème etc)
- Organisation d'un colloque avec la participation des institutions et organisations citées ci-dessus et élaboration d'un plan d'action
- Mise sur pied d'un Comité de suivi des recommandaitons du colloque..